

ANTHROPEN

Le dictionnaire francophone d'anthropologie ancré dans le contemporain

ÉMEUTES

Bertho, Alain
France

Date de publication : 2020-12-19

DOI: <https://doi.org/10.47854/OOIZ9787>

[Voir d'autres entrées dans le dictionnaire](#)

Le paradoxe d'un tel article de dictionnaire est que l'émeute surgit toujours quand les catégories courantes qui structurent l'espace public, qu'il soit politique ou savant, sont mises à l'épreuve d'une situation subjective nouvelle, d'une recherche de nouveaux répertoires d'action et d'interlocution. Les modalités traditionnelles ou normées du conflit public, social, politique, sportif, sont brutalement congédiées par les acteurs en présence, à commencer par les modalités langagières.

En conséquence, l'émeute est-elle «innommable»? L'émeute, à l'instar des événements qui ont marqué la France du 27 octobre au 17 novembre 2005, est de ce fait immédiatement un terrain d'affrontement sémantique: émeute, soulèvement, révolte, insurrection, les mots s'affrontent dans une querelle des interprétations qui révèle une mise en crise des appellations catégorielles. Ces débats sont d'autant plus abstraits qu'il n'y a pas de vocabulaire émeutier de l'émeute. Le lexique mobilisé est d'abord celui de l'ordre public que l'émeute met à mal et du pouvoir que l'émeute affronte, du trouble qui en résulte.

La langue française n'est pas la seule concernée. *Riot* en anglais, *Aufruhr* en allemand ou *danga* en hindi sont l'équivalent du mot français, alliant trouble à l'ordre public, explosion de révolte et émotion collective. Mais chaque langue est confrontée à ses propres épreuves sémantiques, dans sa propre situation nationale. En italien, en espagnol ou en portugais, révolte, troubles et affrontements ont leur propre lexique et aucune de ces langues ne dispose d'un mot synthétique de ce type. La notion de trouble est présente en espagnol (*disturbios*), en anglais (*unrest*), en grec (*taraxès*), en allemand (*Randale*); celle d'affrontement en allemand (*Krawalle*), en italien (*scontri*). Le mot chinois *bàodòng* est plus proche du mot français «insurrection». Il est d'ailleurs fort peu utilisé.

Variable selon les contextes nationaux, le lexique l'est aussi selon les périodes historiques. En France, par exemple, après la répression des barricades de juin 1848, émotions, émeutes et mutins cèdent la place à sédition, séditieux, rébellion, tandis qu'insurrection et insurgé viendront plus tard dans le siècle (Tournier 2004).

Un événement obscur?

L'incertitude du vocabulaire n'a d'égale que l'incertitude du sens donné par les acteurs eux-mêmes à des gestes qui le plus souvent se substituent aux paroles. Histoire et sociologie identifient prioritairement dans l'émeute un symptôme de dysfonctionnement de l'ordre et privilégient ses causes objectives au sens porté par ses acteurs. On pourra ainsi catégoriser l'émeute comme «émeute de la faim» lors des explosions collectives de colère face à la hausse des prix alimentaires en 2008 dans de nombreux pays, «émeute urbaine» ou «émeute de banlieue» comme en France en 2005, ou «communal riot» (affrontements religieux ou affrontements entre castes) en Inde.

Qualifiée de «révolte primitive» (Hobsbaum 1959), l'émeute n'en finit pas d'interroger sur la dimension politique de son message, voire sur sa capacité fondatrice et historique. L'émeute qui gagne, qu'Alain Badiou nomme «émeute historique» (Badiou 2011), et qui contribuerait à fonder un nouveau récit politique, perd d'emblée sa qualification d'émeute pour s'inscrire à l'index des révolutions, des soulèvements et des insurrections. Son langage singulier est alors subsumé par le nouveau récit dont on lui attribue la fondation. D'accident de l'histoire, elle en devient une nécessité rétrospective. Elle prend alors un nom propre. Tel a été le destin de l'émeute parisienne du 14 juillet 1789 devenue pour des siècles «Prise de la Bastille».

Or les émeutes qui perdent sont très majoritaires et l'absence de perspective de victoire est un élément clef de la subjectivité des acteurs de ces parenthèses collectives de l'ordre. Ces émeutes sans qualité peuvent être l'objet d'une histoire qui leur soit propre, celle de l'expression sporadique d'une subjectivité populaire invisibilisée par l'ordre même qu'elle rompt. Une telle histoire passe par la lecture de ses répertoires: destructions, pillages, incendies, atteintes aux personnes, affrontements directs. Ceux-ci varient selon les époques et les situations nationales (Waddington, King et Jobart 2009), intégrant aujourd'hui les outils numériques et la mise en image de ce langage des gestes par les émeutiers eux-mêmes. Ainsi déchiffrée, loin d'être un accident de l'histoire ou une parenthèse incompréhensible, elle donne à voir et à entendre le travail invisible et silencieux des fractures de l'ordre politique et social, et dessine la matière brute des possibles politiques (Nicolas 2002; Bertho 2009).

Un événement contemporain

La prolifération des émeutes dans le monde depuis le début du XXI^e siècle est une dimension forte de la situation historique contemporaine. Elle met en lumière et exprime une crise générale de la légitimité et des modes de gouvernance des États, notamment des démocraties représentatives issues du XX^e siècle.

Affrontements civils dans le monde

	Afrique	Amérique	Asie Océanie	Europe	Total
2009	85	179	129	155	548
2010	201	362	310	365	1238
2011	649	467	695	340	2151
2012	627	353	538	321	1839
2013	760	529	930	244	2463
2014	587	563	740	309	2199
2015	415	464	785	296	1960
2016	55	464	870	381	2270
2017	504	474	916	357	2251
2018	609	484	785	604	2482
2019	538	644	741	659	2582

Source: bertholain.com

L'absence de visibilité globale est le résultat de la grande diversité des situations. Il en est par exemple ainsi au printemps 2016. Alors que la France est mobilisée contre la loi El Kohmri, le 19 mai à Buenos Aires la rue gronde contre un projet de loi sur la flexibilité des marchés publics et du travail. Le 21 mai de la même année au Chili, c'est à Valparaíso que l'émeute éclate au moment du discours de la Présidente. Depuis le 6 du même mois, la colère des pêcheurs de Chiloé contre la pollution s'exprime violemment à Puerto Montt, Concepción, Valparaíso et Santiago. Au même moment, face aux pénuries et au comportement du président Maduro, pillages et émeutes se multiplient au Venezuela: à Valencia (19 mai), Caracas (18 et 11 mai), Guarenas (17 mai), Maracay, Merida, Mariara, Timotes (11 mai). À des milliers de kilomètres, des expulsions tournent à l'émeute en Afrique du Sud, à Grabow (10 mai) et Hammanskraal (23 mai). En Allemagne, c'est une centrale thermique qui fait l'objet d'une violente protestation à Lausitz le 15 mai. À Barcelone, c'est l'évacuation d'une banque occupée qui tourne au combat de rue le 23 mai. Cette année-là, durant ces quelques semaines de printemps qui ne furent pas exceptionnelles, il ne s'est pas passé beaucoup de jours dans le monde sans qu'une protestation populaire ne se heurte violemment aux forces de l'ordre locales. Les émeutes peuvent être liées à des plans de rénovation urbaine comme à Burgos (Espagne) en 2014, à un plan d'austérité imposé par l'Europe en Grèce en 2012, aux restrictions et pénuries comme au Venezuela en 2018.

Blocages, saccages, pillages, incendies ou affrontements accompagnent aujourd'hui nombre de mobilisations sociales et environnementales. Le surgissement de l'émeute combine deux processus historiques: celui de la disparition de l'espoir révolutionnaire et, avec lui, de toute transformation étatique des situations sociales, et celui de l'emprise des logiques financières mondiales sur les gouvernements qui annihile toute marge de compromis social.

Au siècle précédent, un conflit se déroulait suivant un scénario dont l'issue n'était pas donnée d'avance mais dont les étapes se déclinaient souvent de la même façon. Dans un premier temps, au constat du désaccord entre les protagonistes succède une phase de mobilisation dont les modalités peuvent être diverses mais dont l'objectif est de construire un rapport de force. Une deuxième étape commence avec l'ouverture de négociations. Le conflit s'arrête sur un compromis proportionnel au rapport de force établi lors de la phase de négociation. Cette mécanique historique est close.

La colère monte à proportion de la perte d'espérance. Des terrains parfois anciens de l'action collective, terrains traditionnellement occupés par le syndicalisme, sont aujourd'hui à l'épreuve de cette réalité nouvelle. La confrontation semble de plus en plus rapide, de plus en plus directe, de plus en plus inévitable. La figure de l'émeute devient familière aux mobilisations sociales.

De l'émeute au soulèvement

La séquence émeutière qui a commencé avec le siècle a-t-elle été, telles les «émotions paysannes» françaises du XVIIIe siècle, un prélude à une séquence révolutionnaire? L'année 2011, qui connaît successivement le Printemps arabe, le mouvement des Indignés espagnols et le mouvement Occupy Wall Street initié à New York, se situe bien dans le prolongement de cette séquence.

En 2011, le temps des émeutes est devenu le temps des soulèvements. La bascule se fait un jour de décembre 2010 à Sidi Bouzid au centre de la Tunisie. Ce qui commence par une émeute suivant la mort d'un jeune tourne au soulèvement national en quelques jours. Des embrasements nationaux, l'Europe en avait connu deux les années précédentes, l'un en France en 2005, l'autre en Grèce en 2008, le premier dans les quartiers populaires et stigmatisés, le second dans les universités et la jeunesse précarisée. Dans les deux cas, la police est impliquée dans la mort de jeunes mineurs: Zyed et Bouna, réfugiés dans un transformateur électrique et non secourus pas les policiers qui les pourchassaient à Clichy-sous-Bois le 27 octobre 2005, et Alexis Grigoropoulos tué de sang-froid par la police dans le quartier d'Exarchia à Athènes. Dans les deux cas, les émeutes et les affrontements durent trois semaines. Ce scénario de la mort d'un ou de plusieurs jeunes dans laquelle la responsabilité de la police est impliquée est celui de 638 émeutes dans le monde (berthoalain.com) entre janvier 2001 et décembre 2018.

En France, les feux ont été allumés dans les quartiers comme pour jeter un peu de lumière sur les invisibles qui y survivent et subissent quotidiennement la persécution policière. L'émeute jusqu'ici locale en de pareils cas prend soudain une dimension nationale. Mais elle reste cantonnée matériellement et symboliquement à ces quartiers de relégation. Aucune force sociale ou politique ne viendra au secours de cette révolte dont toutes et tous condamnent les actes. Il semble politiquement plus urgent de condamner des incendies de voitures que de condamner la mort de deux adolescents. Les traces de cet abandon resteront profondément inscrites dans la mémoire de cette génération (Bertho 2016). Elles ne sont pas sans rapport avec la

reconfessionnalisation de cette jeunesse populaire dans les années qui suivent et dans le succès du recrutement djihadiste dix ans plus tard.

La Grèce de décembre 2008 nous offre déjà un paysage politique plus ouvert. La jeunesse immédiatement mobilisée après la mort d'Alexis s'y trouve des alliés dans le monde adulte, le monde du travail et le mouvement syndical. Cette «génération 700 euros» devient le symbole des angoisses de tout un pays. Les affrontements ont lieu dans les centres-villes. Les banques en sont une des cibles privilégiées.

Dans un premier temps, les émeutes qui se sont développées à Sidi Bouzid et Kasserine fin 2010 ont été regardées comme des flambées banlieusardes. Une ministre française, Michèle Alliot-Marie, a même proposé au gouvernement tunisien son appui et son expertise en ce domaine. Mais l'émeute gagne la côte, remonte de Sfax à Tunis, agrège des forces sociales et syndicales, comme en Grèce en 2008, et en moins de trois semaines, le 14 janvier, Ben Ali quitte le pouvoir.

À partir de janvier, le Maghreb et le Moyen-Orient s'enflamment. L'Algérie connaît quelques jours d'émeutes centrées sur les prix alimentaires, l'Égypte se soulève, puis le Yémen, la Libye, la Syrie, Bahreïn. Le «printemps arabe» sidère le monde, fascine une partie de la jeunesse du Sud jusqu'à Dakar où se tenait le Forum social mondial. La presse sénégalaise en juin, lors d'un soulèvement contre Wade, compara la place Soweto, face à l'Assemblée nationale, à la place Tahrir.

À compter du 15 mai 2011, le soulèvement et l'occupation des places traversent la Méditerranée. La Puerta del sol est occupée, acte fondateur de ce qu'on va appeler les Indignés espagnols. La place Syntagma est occupée le 25 mai. Il ne s'agit plus là d'affronter des dictatures, mais de fustiger la perte de sens et la corruption du dispositif démocratique et représentatif occidental. Le double modèle de Tahrir et de la Puerta del sol (déjà imité place Syntagma à Athènes), inspire les initiateurs d'Occupy Wall Street à compter du 15 octobre (Graeber 2014).

Cette année 2011 apparaît comme une année fondatrice malgré les issues très inégales de ces soulèvements. Seuls deux pouvoirs ont été abattus sans guerre civile en Tunisie et en Égypte, deux États ont été détruits, le Yémen et la Libye, après guerres civiles et intervention étrangère, un pays et un peuple ont été détruits en Syrie sans entamer le pouvoir des Alaouites.

Cette année initie un nouveau répertoire de ces foules déterminées à être la Nation contre l'État: celui des places qu'on retrouvera de la Turquie à l'Ukraine, de Taksim (mai-juin 2013) à Maidan (2013-2014) jusqu'au mouvement des Ombrelles à Hong Kong (novembre-décembre 2014), puis au soulèvement de cette ville en juin-août 2019. Ces soulèvements, toujours très durement réprimés, installent une nouvelle posture de la puissance populaire face à l'État, une nouvelle figure de l'ébranlement politique alternative à la figure révolutionnaire du XXe siècle. Les Gilets jaunes en France en 2018-2019, la jeunesse algérienne qui congédie Bouteflika et conspue le système FLN en 2019, la foule qui met fin au règne d'Omar el-Bechir au Soudan le 11 avril 2019, la jeunesse de Hong Kong durant l'été 2019, s'inscrivent bien dans la même vague.

D'autres soulèvements moins inclusifs ont marqué ces années. Le 6 août 2011, la mort d'un jeune abattu par la police à Londres donne le signal d'une semaine d'émeutes dans les villes anglaises de Birmingham, Leeds, Liverpool, Bristol, Salford, Manchester et Nottingham, et de saccage des commerces des quartiers aisés. Au Brésil, l'organisation du Mondial de football à Rio de Janeiro et les sommes colossales qui lui sont consacrées soulèvent l'indignation des Brésiliens de Rio de Janeiro, Recife, Sao Paulo, Guarulhos, Brasilia, Belo Horizonte, Salvador de Bahia, Fortaleza, Curitiba, de mai à juillet 2014. Aux États-Unis, les meurtres de jeunes noirs par la police, notamment Michael Brown, le 9 août 2014 à Ferguson, et Freddie Gray, le 12 avril 2015 à Baltimore, sont à l'origine d'émeutes d'une violence jamais vue depuis 1992.

Le mouvement des Gilets jaunes et la violence

Le mouvement des Gilets jaunes, qui commence en France le 17 novembre 2018, a mobilisé le répertoire de la violence avec une ampleur inattendue. En France, la stratégie de l'affrontement lors des manifestations syndicales fut celle de quelques groupes connus sous le nom d'autonomes ou de Black Blocks dans les manifestations de la fin du quinquennat de François Hollande et du début de celui d'Emmanuel Macron. Cette stratégie, connue entre 2016 et 2018 sous le nom de phénomène de «tête de cortège», n'eut qu'un impact limité sur le reste de celui-ci lors des manifestations contre la «loi travail» dite «loi El Khomri» en mai 2016, ou contre les ordonnances travail en septembre 2017. Même massive comme au 1er mai 2018, cette «tête de cortège» est sans effet d'entraînement. Il n'en est pas de même à partir du 17 novembre 2018, date à laquelle les beaux quartiers parisiens autour des Champs-Élysées connaissent des scènes d'émeutes que l'on croyait réservées aux banlieues. La réaction répressive du gouvernement ne fait alors qu'aggraver l'affrontement. De novembre 2018 à mars 2019, 99 villes en France connaissent des affrontements d'intensités diverses, allant des échauffourées avec les forces de l'ordre à l'assaut et l'incendie d'une préfecture.

Outre Paris même, certaines villes sont particulièrement touchées, comme Bordeaux, Nantes, Toulouse, Rouen, Tours, Besançon, Dijon, Lyon, Marseille, Montpellier, Narbonne, Caen, Le Mans, Nancy, Saint-Brieuc et Saint-Étienne. Ni les 2500 blessés, ni les 262 blessés graves (contre 53 au total dans les opérations de maintien de l'ordre dans les 20 années précédentes), ni les 8700 gardes à vue, ni les 1796 condamnations judiciaires, ni les plus de 200 peines de prison ferme prononcées ne viennent à bout de la détermination de manifestants pour la plupart sans expérience des mobilisations. Chaque samedi est un rendez-vous de mobilisation, un «Acte» numéroté dont la liste est fièrement inscrite sur le dos des gilets de certains manifestants. Six mois plus tard, près de la moitié des Français continue de soutenir le mouvement.

Si la violence n'est pas souhaitée par l'immense majorité des Gilets jaunes, elle ne fait pour autant l'objet d'aucune condamnation morale de principe. Elle apparaît bien comme le langage de ceux qu'on n'entend pas (selon l'expression *language of the unheard* de Martin Luther King). Violence acceptée et violence subie comme expérience ouvrent la possibilité d'une communication et d'un rapprochement des

invisibles qui jusque-là vivaient dans l'ignorance des uns des autres, voire qu'on avait soigneusement opposés les uns aux autres: jeunesse racisée des quartiers populaires et classes populaires traditionnelles rassemblées sur les ronds-points.

Politique du corps et démocratie

L'émeute est un langage des corps et des gestes, un langage de l'exposition du corps au danger au moins autant qu'un langage de violence active et destructrice. Cette «corporalisation» de la politique trouve son prolongement dans les formes d'action collective contemporaine du temps des émeutes qu'on a nommé «mouvement des places»: Tahrir au Caire, Puerta del sol à Madrid, Syntagma à Athènes, Taksim à Istanbul, Maidan à Kiev, Place de la République à Paris, 600 villes avec le mouvement Occupy Wall Street, des milliers de ronds-points en France avec les Gilets jaunes. La présence physique dans un lieu commun malgré la pression répressive devient le passage obligé pour accéder à la parole et d'abord à la construction d'une pensée en partage. Quel que soit le rôle des réseaux sociaux dans le déclenchement de ces mouvements, c'est toujours la proximité des corps qui fait sens commun et puissance subjective

La construction d'une pensée en commun, l'émergence de cette humanité plus forte, est de l'ordre de ce que Miguel Abensour (1997) appelle la «démocratie insurgente». Elle permet à des femmes et des hommes ordinaires de résister, huit mois durant, à la violence répressive déchaînée de l'État français, comme elle avait permis aux occupants de la place Tahrir au Caire de résister à l'assaut de sbires de Moubarak ou aux occupants de la place Maidan de Kiev de supporter les tirs des snipers sans broncher. C'est bien une «démocratie insurgente» au sens où cette puissance populaire, qui allie une pensée en construction et la proximité des corps (Butler 2015), ne peut en effet se dématérialiser dans la représentation et le vote. La politique contemporaine, de l'émeute à la place, est une politique du corps; son organisation est d'abord une organisation des corps, une visibilité corporelle, celle des gilets ou des K-ways noirs plus que celle des banderoles. L'esthétique des black blocks (Boidy 2016) est leur principal message politique, leur organisation est une organisation des corps (Comité Invisible 2017). Le 1er mai 2018, sur le pont d'Austerlitz, ils étaient environ 2000, compacts, précédés de la banderole «cette fois, on s'est organisés».

Étudier les émeutes

Considérer l'émeute comme un fait social à part entière et non comme un épiphénomène épisodique conduit logiquement à examiner les conditions de son observation et de son analyse. Il n'est pas possible de réduire l'émeute à ses «causes», ce qui reviendrait à annihiler sa singularité tant événementielle que subjective et symbolique. S'il est nécessaire d'en saisir le langage, il nous faut mobiliser les outils proposés par Charles Tilly (1984, 1986) en termes de répertoire d'action. Faute de mots, ce sont les actes qu'il nous faut lire comme des énoncés signifiants, les gestes, les cibles de la violence, les formes du collectif constitué dans l'émeute. Il est ensuite nécessaire de se pencher sur les situations dans lesquelles ce répertoire surgit et se déploie pour en éclairer le sens, comme l'a fait l'historien Jean

Nicolas (2002) dans son analyse des «émotions» d'ancien régime en France: quels sont les événements déclencheurs? Quelle colère rassemble les émeutiers? Contre qui? Ces deux grilles d'observation (répertoire et situation) constituent des outils d'objectivation de l'événement. Elles sont utiles pour tout travail comparatif. Elles permettent un traitement statistique et des comparaisons nationales comme des analyses sur la longue durée. Une troisième dimension est nécessaire: celle de l'observation de terrain qui seule permettra de saisir des éléments de subjectivité dans les interactions entre les émeutiers et entre ces derniers et les forces de l'ordre. Seule cette observation de terrain nous éclaire sur le langage des corps en situation et permet de lire de façon pertinente la combinaison des répertoires et des situations. Le travail d'entretien, après l'événement, permet de mettre les mots des acteurs sur leurs actes ou sur ceux des autres protagonistes, de mesurer la place du langage du corps dans d'autres dimensions éventuelles de la mobilisation, avec toute la prudence nécessaire devant la production d'un récit reconstruit après l'action. Quand cela est possible, l'observation des échanges discursifs après l'action parmi les acteurs donne une dimension supplémentaire à la production du récit, celle de la production du commun à partir du langage du corps.

Références

Badiou, A. (2011), *Le réveil de l'histoire*, Paris, Lignes.

Abensour, M. (1997), *La démocratie contre l'État. Marx et le moment machiavélien*, Paris, PUF.

Bertho, A. (2009), *Le temps des émeutes*, Montrouge, Bayard.

Bertho, A. (2016), *Les enfants du chaos*, Paris, la Découverte.

Boidy, M. (2016), «Le black bloc, terrain visuel du global», *Terrains/Théories*: <http://journals.openedition.org/teth/834>; DOI: <https://doi.org/10.4000/teth.834>.

Butler, J. (2015), *Rassemblement. Pluralité, performativité et politique*, Paris, Fayard.

Graeber, D. (2014), *Comme si nous étions déjà libres*, Montréal, Lux.

Hobsbawm, E. (1959), *Primitive Rebels*, Manchester, Manchester University Press.

Comité Invisible (2017), *Maintenant*, Paris, La Fabrique.

Nicolas, J. (2002), *La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale, 1661-1789*, Paris, Le Seuil.

Tilly, C. (1986), *La France contestée, de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard.

Tilly, C. (1984), «Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, vol. 4, no1, p.89-108.

Tournier, M. (2004), «Émotion populaire, petite note lexicologique», *Mots. Les langages du politique*, no75: <http://journals.openedition.org/mots/3483>; DOI: <https://doi.org/10.4000/mots.3483>.

Waddington, D., M. King et F. Jobard (2009), *Rioting in the UK and France: A comparative analysis*, Cullompton, Willan Publishing.